

**BASES POUR UN DIALOGUE GÉNÉRATIONNEL SUR LE FUTUR DE L'AMÉRIQUE
LATINE :
UNE FENÊTRE SUR LE FUTUR¹**

Martín Hopenhayn

Introduction : la jeunesse comme opportunité, les opportunités de la jeunesse

Si nous souhaitons que la jeunesse représente une opportunité pour le développement futur des sociétés d'Amérique Latine, il est tout d'abord nécessaire que ces sociétés offrent de plus grandes opportunités à la jeunesse.

Les jeunes sont une opportunité pour le développement futur de l'Amérique Latine pour plusieurs raisons. Ils disposent, en comparaison avec les adultes, d'une plus grande éducation et sont plus en harmonie avec les nouvelles technologies d'information et de communication, ce qui fait d'eux la génération avec le potentiel pour évoluer vers la société de l'information et incorporer les connaissances et le capital humain dans la structure productive. Avec plus de capital humain accumulé, plus de temps dédié aux circuits éducatifs, et une plus grande familiarisation avec les systèmes interactifs de communication et de recherche et traitement des informations, la jeunesse est appelée à faire de la connaissance et de la communication les grands axes de l'intégration sociale vers le futur.

Les jeunes garçons et filles latino-américains sont novateurs en terme de participation, ils ont grandi avec l'imaginaire de la démocratie et des droits de l'homme, et ils sont la génération la plus sensible à la question environnementale et aux réclamations historiques des minorités de différent type. Cela leur confère également un plus grand potentiel pour les nouveaux défis de la politique aussi bien nationale que globale, où coexistent les impératifs du multiculturalisme, de l'écologie, de la démocratie et des droits.

Il reste à la jeunesse la plasticité pour recréer l'offre de l'industrie culturelle et les imaginaires urbains, ce qui veut dire qu'ils constituent les protagonistes de la transformation culturelle des villes latino américaines et ils sont, mieux que quiconque, ceux qui peuvent enrichir ce processus d'une nouvelle énergie. Diversifiée en expressions et goûts esthétiques, capable de reconstruire des identités collectives sur la base d'expressions aussi bien locales que globales, la jeunesse sera l'acteur clé pour aborder avec créativité le patrimoine culturel et créer des ponts entre langages locaux et flux globaux. C'est-à-dire, pour les nouvelles cartes de la globalisation culturelle.

¹ Note de l'auteur: Ce document se base en grande partie sur la publication CEPAL-SEGIB-OIJ, *Juventud y cohesión social en Iberoamérica: un modelo para armar* (2008), de laquelle Martín Hopenhayn fût coordinateur général. Il a été fait abstraction ici de citations et références bibliographiques pour traiter avant tout d'un document de discussion.

La jeunesse s'adapte plus facilement à des changements dans l'organisation du travail. Cela lui est permis grâce à son plus grand apprentissage de la flexibilité et du changement organisationnel, et le fait qu'elle ait grandi durant une période de changements intenses dans les structures familiales, modèles de communication et d'adaptation cognitive dans les nouvelles utilisations de technologie. Par là même, la jeunesse sera l'acteur indispensable pour dynamiser des nouvelles formes selon lesquelles la société s'organise pour produire des biens et des services. Cela ne signifie pas que les jeunes garçons et filles terminent en étant le ressort de la précarisation du travail, mais tout le contraire : l'acteur destiné à traduire la flexibilité organisationnelle en plus de bien être et plus de satisfaction dans le travail.

Les jeunes garçons et filles capitalisent avec plus de facilité les possibilités de construire des réseaux virtuels sur tous les thèmes, aspirations, demandes et raisons. Cette plus grande familiarité avec la logique des réseaux marquera la politique et les politiques du futur, sur la base de communication à distance, rétro alimentation continue et réseaux de capital social (où les liens symboliques se traduisent plus tard en réussites matérielles). En effet, dans le futur, les réseaux de capital social seront chaque fois plus nécessaires pour faire partie de dynamiques d'intégrations collectives, et pour favoriser des réseaux de relations qui permettent de répondre aux attentes des groupes. Sur tout cela, la jeunesse d'aujourd'hui est en train d'acquérir les pratiques nécessaires pour les défis de demain.

Enfin, la vraie jeunesse est en train de redéfinir ce que l'on entend par intégration sociale. Pour beaucoup de jeunes, celle-ci n'inclut pas uniquement l'emploi et l'éducation formelle, mais de plus en plus la participation à la communication à distance, pouvoir s'intégrer dans de nouveaux espaces physiques par le moyen de la migration, gérer des ressources et des services de manière collective à travers l'usage stratégique d'informations, participer à des réseaux où l'expressivité et l'esthétique constituent les domaines de reconnaissance réciproques, faire partie de mouvements sociaux et associations de paires générationnelles pour les fins les plus diverses. Moins stable et plus diversifiée, l'intégration recrée entre les jeunes ses alphabets. Et défie le monde adulte de reconstruire ses schémas mentaux sur la façon d'être en société.

Tout le précédent converge vers une évidence, à savoir que *la jeunesse est une opportunité pour le développement futur dans tous les domaines*. Mais pour cela, la jeunesse doit avoir des opportunités, ce qui veut dire, accès au rôle principal qu'on lui accorde, en dialogue avec les générations majeures, avancer vers la société dans les sens précédemment signalés. Or nous nous retrouvons, d'une part, face à une intégration symbolique croissante de la jeunesse mais qui ne s'accompagne pas d'une intégration matérielle. D'autre part, un va et vient entre blocages et opportunités reconfigurent la situation de la jeunesse ibéro-américaine et le développement futur.

A. *Le creuset entre intégration symbolique et intégration matérielle et sa dimension spatiale.*

La disproportion croissante entre intégration symbolique et désintégration matérielle et les changements d'intensité entre intégration à distance et désintégration dans les environs immédiats, affectent sérieusement les jeunes.

D'une part, l'augmentation de l'accès à des symboles, messages, images, informations et connaissances a été exponentielle pour la jeunesse dans les dernières décennies, tant par l'expansion de la couverture scolaire que par la hausse de la consommation audiovisuelle et de connexion à des réseaux virtuels. Ainsi l'accès à des biens symboliques se multiplie année après année. En outre, les aptitudes juvéniles pour la consommation symbolique sont évidentes pour utiliser les moyens de communication et les réseaux à distance. Les jeunes ont une plus grande capacité pour absorber de grands flux d'informations et ce beaucoup plus rapidement que les adultes. L'indicateur le plus éloquent est celui du taux de connectivité juvénile comparé avec la connectivité à Internet des adultes. Une enquête menée par Latinobarómetro dans 18 pays d'Amérique latine en 2007 a démontré que 47% des jeunes entre 18 et 29 ans étaient des utilisateurs occasionnels ou quotidiens d'Internet, contre 20% de la population de 30 ans et plus. De plus, les nouvelles générations sont scolarisées plus longtemps que les adultes, ce qui amène aussi à une plus grande intégration symbolique potentielle.

Mais ces tendances contrastent avec de plus grandes limitations dans l'intégration matérielle. Rappelons que l'insertion dans l'emploi de la jeunesse est plus précaire que celle des adultes (davantage de chômage, davantage de précarité du travail, recettes inférieures par rapport au capital humain). Une tension additionnelle se produit parce que la jeunesse a introduit l'idée qu'une meilleure éducation favorisait l'accès à l'emploi et à des salaires plus élevés, mais dans les faits cette corrélation est retardée dans le temps, en produisant davantage de tension une plus grande éducation ne se traduit plus tellement par une meilleure génération de recettes.

Le contraste entre davantage d'intégration symbolique et moins d'intégration matérielle est évidente lorsque l'on compare l'expansion d'accès symboliques à la persistance des niveaux de pauvreté. Au cours des vingt dernières années, la population juvénile a bénéficié d'un meilleur accès à l'information, images, communication et connaissances et a connu une amélioration du niveau d'éducation. Or en 2005 le niveau de pauvreté de la jeune population entre 15 et 24 ans en Amérique latine (moyenne simple, 18 pays) atteignait 38.9% et celui d'indigence 13.5%, suivant de près les niveaux relevés pour l'ensemble de la population. Ces niveaux sont semblables à ceux de 1980, quand la consommation d'information et d'images était infiniment moindre.

Les données récemment exposées suggèrent un fossé croissant entre consommation symbolique et consommation matérielle. On pourrait faire valoir que de toutes manières aujourd'hui les jeunes consomment davantage de biens et services qui il y a une décennie. Mais ce rythme d'expansion est très en deçà de la consommation symbolique. Si nous pensons qu'une plus grande consommation symbolique produit davantage d'espoirs de consommation matérielle, l'effet est alors une vague d'espoirs frustrés. Si la jeunesse est aujourd'hui exposée à un vaste éventail de propositions de consommation symbolique, une grande partie des jeunes ratent

des occasions de mobilité sociale parce que le marché de travail exige encore plus formation, et par manque d'accès à des réseaux de promotion. La démocratisation de l'image coexiste avec la concentration des ressources. Les jeunes ont un accès permanent à des informations et des images qui dépeignent des paradis mais lorsqu'ils marchent dans la rue, ils ont les poches vides et le nez collé aux vitrines.

Ce contraste apparaît aussi sur le plan spatial. Le contraste croît entre une plus grande inclusion dans la communication à distance et une ségrégation territoriale urbaine croissante qui submerge une partie de la jeunesse dans la socialisation dans la violence. L'intégration symbolique à distance compense-t-elle la désintégration sociale dans l'environnement spatial, ou est-elle un facteur qui rend les jeunes plus agressifs sous l'effet de contraste ?

Ce contraste appelle aussi des questions sur les rapports sociaux. La jeunesse recrée aujourd'hui à distance une proximité avec l'autre, avec lequel elle dialogue, construit des identités et élabore des projets communs. Il convient de se demander alors si une plus grande connectivité à distance affaiblit les liens immédiats de « face à face ».

Il convient aussi de se demander si la plus grande fragmentation et discontinuité des échanges dans le dialogue virtuel conditionne la façon de se mettre en rapport dans les environnements les plus proches, en passant à des relations moins durables, plus « ad hoc », des liens plus divers et dispersés. En d'autres termes, se produit-il dans la subjectivité juvénile une « métastase » de la manière de créer du lien virtuel vers la manière quotidienne de créer du lien dans l'environnement immédiat ?

B. Entre des blocages et opportunités

Quels sont les principaux blocages aux opportunités de développement et d'auto-affirmation de la jeunesse aujourd'hui ?

Le premier d'entre eux est le manque d'accès à un emploi de qualité, ce qui empêche la jeunesse de mettre ses capacités au service d'une plus grande productivité de la société. De plus, dans le travail, ils ont plus à faire à la précarité qu'à la flexibilité, et avec fréquence le second se converti en euphémisme du premier.

Le deuxième est la segmentation de l'éducation selon les niveaux socioéconomiques des familles, qui marque plus tard les trajectoires de travail de la jeunesse, et perpétue la reproduction intergénérationnelle de l'inégalité et de la pauvreté. De plus, l'éducation ne parvient pas à constituer une offre de qualité pour profiter de toutes les possibilités d'apprentissage de la jeunesse, avec lesquelles il ne parvient pas à faire de la jeunesse le moteur d'une avancée qualitative dans le capital humain de la société.

La troisième est la difficulté qu'a la jeunesse pour se voir représentée par les institutions politiques et le système des partis, car un fossé s'est creusé entre le discours politique d'un côté, et les changements dans la vie quotidienne, la culture et

la sociabilité infantile de l'autre. Cela diminue la participation de la jeunesse dans les institutions délibératives et représentatives, et met un point d'interrogation sur l'échange générationnel dans les leaderships politique et dans la façon de faire de la politique.

La quatrième difficulté est en relation avec la vision stigmatisée que l'on a de la jeunesse dans les moyens de communications, surtout si c'est la jeunesse populaire urbaine. Associée à la consommation de drogues, désertion scolaire, violence et délinquance, manque de responsabilité et de valeurs, l'image des jeunes dans la société se voit injustement insultée par le sensationnalisme médiatique, la peur des adultes, et enfin, les multiples fantasmes qui dans l'imaginaire social.

Mais dans les opportunités pour la jeunesse il n'y a pas que des mauvaises nouvelles. Il y a également les favorables. En premier lieu, le dernier quinquennat a été favorable pour la région en croissance économique, aboutissement d'échanges commerciaux, réveil de la politique sociale dans l'agenda public, récupération de l'emploi, réduction de la pauvreté et de l'indigence, et la poursuite de régimes démocratiques dans tous les pays. Dans ce contexte, avec l'aide de la croissance économique le chômage des jeunes a tendance à baisser durant cette dizaine d'années. Cette diminution bénéficie, de différentes manières, à des jeunes de divers niveaux de revenus. De plus, dans la région le facteur de croissance durant cette dizaine d'années est plus lié au développement de l'emploi productif que durant les dix années passées. Aujourd'hui, malgré tout, les effets de la crise financière qui s'est dénouée fin 2008 se traduisent en Amérique Latine dans les économies réelles, en mettant un point d'interrogation sur la continuité de ces réussites naissantes du précédent quinquennat. Il est possible que durant un moment, cela affecte l'emploi juvénile.

La jeunesse a, en terme général, des niveaux toujours plus élevés d'éducation (en comparaison avec les adultes), qui au final se convertissent en de plus grandes opportunités d'intégration sociale. Parallèlement, le développement de la connectivité commence maintenant à bénéficier aux nouvelles générations dans tous les niveaux sociaux (bien que non homogènement), en étendant l'accès à travers le système scolaire depuis le primaire, niveau dans lequel la majorité des enfants et adolescents sont scolarisés. Le défi est d'avancer vers plus d'égalité dans la réussite éducative entre des jeunes de différents niveaux de revenus familiaux, lieux de résidences et origines ethniques. Et compléter l'action éducative avec des politiques qui reconstruisent les liens perdus dans la transition de l'éducation au travail, grâce à des programmes d'accès à un premier emploi, diplômés avec stages en entreprise et certificat de compétences entre autres.

Bien que le meilleur usage dont dispose la jeunesse des technologies d'information et de communication ne se reflète pas dans son accès et sa présence dans la politique, d'un autre côté, est en jeu sa capacité de redéfinir le politique. De cette façon, la préoccupation pour ce qui est public se recrée, ne se dissipe pas. Et cela se fait dans des espaces locaux, sur des réseaux virtuels, sur des mobilisations autour de nouveaux agendas, sur des formes flexibles d'action collective. Tout cela fait partie

d'une nouvelle carte du politique, pas de sa négociation. Et beaucoup de ces initiatives ont des jeunes pour principaux protagonistes.

De plus, étant maintenu (ou reprise) la tendance de baisse du chômage juvénile, combiné avec une plus grande couverture éducative dans les tranches d'âges de la jeunesse, on réduit le niveau de *désaffiliation institutionnelle*, ce qui veut dire le pourcentage de jeunes qui n'étudient ni ne travaillent ou des jeunes mères qui s'occupent uniquement des tâches domestiques non rémunérées, et qui par conséquent sont « dé-cohésionnés » dans leur vie quotidienne par rapport au reste de la société. Si la désaffiliation institutionnelle est une situation de risque en termes de violences et de victimisation, ainsi que le manque d'espérance dans le futur dans la vie personnelle, constitue également un stigmate qui s'impose sur cette catégorie de jeunes en limite de discrimination, méfiance et exclusion sociale. Pour cela, c'est un signe positif que cette situation affecte moins de jeunes.

Dans les pages suivantes, on cherche à développer cette dialectique entre « la jeunesse comme opportunité pour le développement » et « le développement comme opportunité pour la jeunesse ». Cette complémentarité sera envisagée sous quelques angles clés pour un dialogue (inter)générationnel autour du futur. Un tel dialogue est indispensable aujourd'hui, car les changements sont tellement rapides qu'ils exacerbent les brèches entre les générations et menacent le futur de conflits intergénérationnels majeurs. Et il est indispensable, également, car une vision du futur en accord avec le grand nombre d'opportunités qui s'ouvrent, nécessite de fertiliser à la fois la perspective historique avec les nouveaux signes.

1. Transition démographique : profiter du bonus démographique aujourd'hui pour soutenir l'augmentation démographique de demain

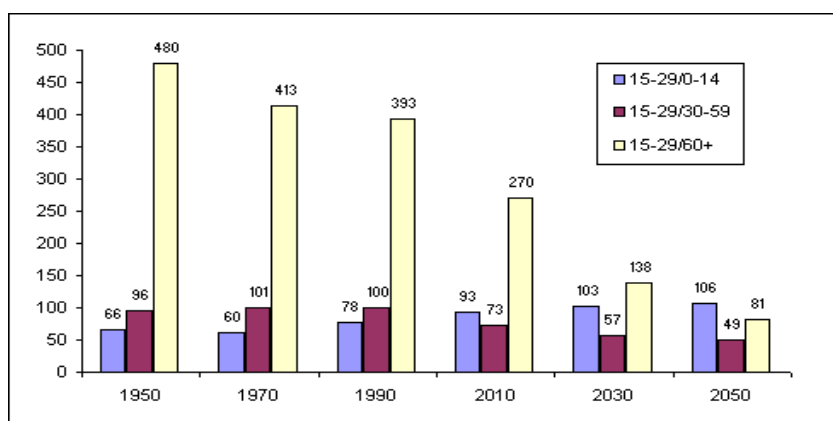
Le changement dans la structure des âges aura des incidences changeantes, sur les opportunités auxquelles accèderont les jeunes. Tous les pays latino-américains subissent des transitions démographiques, bien que dans des phases distinctes, ce qui implique : i) changement de la proportion des jeunes par rapport au total de la population, par rapport à la population infantile, la population adulte et la population de personnes âgées ; ii) changement dans la relation entre le pourcentage de population en âge de productivité et en âge de dépendance, considérant que la phase de bonus démographique implique au moins deux personnes entre 15 et 60 ans d'âge pour chaque personne d'une autre tranche d'âge ; iii) changement dans la composition de la famille et du rôle des jeunes dans celle-ci, étant donné la diminution des enfants mineurs et la plus grande permanence des jeunes dans leur lieu d'origine ; iv) changement dans l'embouteillage ou la décongestion d'offre et de demande de biens publics comme la santé et l'éducation pour les jeunes, selon le poids relatifs selon les groupes d'âges dans les demandes faites à l'Etat et ; v) changement dans l'accès à l'emploi pour les jeunes, selon qu'augmente ou diminue le poids relatifs des jeunes ou et des adultes non jeunes toujours en âge productif.

En général, la transition démographique dans sa première phase se caractérise par une plus grande population infantile, puis une plus grande population juvénile relative, postérieurement une plus grande population adulte relative dans la phase productive et finalement, une augmentation relative de la population vieillissante. *Les pays avec un accroissement relatif de jeunes par rapport aux enfants posent la nécessité de mettre une plus grande emphase dans l'enseignement secondaire et supérieur, et dans la transition entre l'éducation et l'emploi.* D'un autre côté, la proportion de jeunes, en diminuant plus tard, présente une opportunité unique pour améliorer l'investissement éducatif par élève, ainsi que pour prêter une attention spéciale à la transition de l'éducation à l'emploi. En résumé : *il est important de fortifier le capital humain entre jeunes et profiter ainsi du « bond démographique » comme levier du développement.*

La diminution de la population juvénile dans la proportion de la population totale, jointe à une plus grande diminution en pourcentage de la population infantile, ouvre un éventail d'opportunités pour investir dans les jeunes garçons et filles. C'est celle-là l'inflexion historico-démographique que nous vivons : un déplacement de la population infantile vers la population juvénile, et à la fois une diminution naissante de la population juvénile, pendant que la proportion d'adultes âgés n'augmente toujours pas suffisamment, qui historiquement a toujours été très minoritaire (voir graphique 1). Tout cela rend possible une meilleure relation entre l'offre et la demande d'éducation pour les niveaux du système éducatif propre aux tranches d'âge juvéniles.

Cette situation, cependant, va contre la montre. A mesure qu'avance la transition démographique, la proportion de personnes âgées augmente significativement. Cela signifie que les ressources publiques auparavant destinées à d'autres fins, devront s'orienter toujours plus vers des problèmes chroniques de santé dus au vieillissement et vers les retraites des personnes vieillissantes. C'est celle-là la phase critique du développement au sujet de la durabilité de l'Etat de Bien être, à savoir quand augmente le poids relatif de la population dépendante par rapport à la productive à cause du vieillissement de la population. Cela entraîne des difficultés majeures pour croître économiquement face aux coûts croissants dérivés de cette pyramide des âges.

Graphique 1
Relation entre la population jeune (15-29 ans) et d'autres tranches d'âges, Amérique Latine, 1950-2050



Source: Centro Latinoamericano y Caribeño de Demografía (CELADE) -
División de Población de la CEPAL, Estimaciones y proyecciones de población, 2007.

Le défi générationnel vers le futur durant ces transitions démographiques est multiple. En premier lieu, il y a un éventail d'opportunités qui permet une plus grande ampleur pour investir aujourd'hui dans le capital humain de la jeunesse actuelle. En second lieu, il est indispensable que cette jeunesse acquière un plus grand capital humain pour être plus productive dans les années à venir, car on requerra une population active de haute productivité quand la proportion de population en âge productif diminuera face à la population en âge de dépendance (surtout du côté de la population vieillissante). On aura donc besoin de multiplier les ressources pour la protection sociale des personnes âgées. De là, la jeunesse d'aujourd'hui doit être plus productive demain : *plus d'opportunités pour la jeunesse actuelle implique de faire de la jeunesse une opportunité pour la durabilité du développement dans le futur.*

Les bénéfices associés à cette période de bonus démographique ne sont pas automatiques. Ils dépendent de l'adoption de politiques macro-économiques qui stimulent l'investissement productif, augmentent les occasions d'emploi et promeuvent une atmosphère sociale et économique stable, rendant propice un développement soutenu. Ils requièrent, par conséquent, de forts des investissements en capital humain, spécialement les jeunes, permettant ainsi une progression à tous les niveaux éducatifs pour que les nouvelles générations soient non seulement quantitativement plus importantes, mais qualitativement plus productives. *L'équation a deux côtés : une amélioration des capacités de la jeune population d'un côté et de meilleures opportunités sur marché du travail.*

De forts investissements dans l'éducation, la qualification et l'emploi des jeunes, deviennent un élément indispensable de la hausse de la productivité. Une large et jeune force de travail, avec de hauts niveaux d'éducation et formée à l'emploi, associée à un nombre plus restreint de majeurs dépendants offre une opportunité unique d'investissement dans la croissance économique, comme cela se vérifie dans les pays du sud-est asiatique. Ces pays ont décollé économiquement pendant le bonus démographique, pendant lequel ont coexisté une discipline fiscale, des accroissements soutenus du PIB et de la productivité, ainsi qu'un investissement public soutenu dans les domaines de la santé et de l'éducation. Parallèlement, les opportunités d'emplois se sont développées du fait de changements dans la structure industrielle et professionnelle.

D'autre part, si profiter du bonus démographique implique des opportunités pour les jeunes, ne pas en profiter sera dans le futur synonyme de charge énorme sur les dos des jeunes d'aujourd'hui. En effet, le vieillissement nous attend avec une hausse des personnes majeures dépendantes face aux jeunes travailleurs. Si cette phase survient qu'alors que nous n'avons pas su profiter de la croissance en période de bonus démographique, la charge que représentent les personnes dépendantes pour les actifs produira probablement des conflits car il exigera de grands transferts de ressources des personnes actives vers les personnes passives, plus nombreuses.

Des questions inquiétantes se posent à ce sujet : combien de conflits politiques tourneront autour de cette lutte distributive inter-générationnelle dans le futur ? Quelles seront les relations de solidarité entre productifs et dépendants, entre les jeunes et les personnes âgées ? Comment en sera affectée la cohésion sociale?

De manière que ce qui est aujourd'hui un bond sera demain une augmentation soutenue. Pour la soutenir, cela nécessite une population active hautement productive. *Il n'y a donc pas le temps d'attendre pour profiter de l'éventail des opportunités et investir en qualité et couverture éducative pour la phase juvénile actuelle, et son passage au monde du travail.*

2. Education : fermer les brèches, favoriser les opportunités

L'éducation est le principal mécanisme qui permet d'avancer vers plus d'égalité d'opportunités, un meilleur capital humain pour les avancées productives de la société, une formation de citoyens actifs et respectueux de leurs droits, une plus grande familiarité avec les nouveaux référents culturels, un accès au marché du travail avec de meilleures options et un passage vers la société de la connaissance.

Par là même, l'éducation doit parier pour former des sujets à la hauteur des défis : un sujet capable de s'adapter aux changements productifs tout au long de sa vie, de dialoguer activement dans des espaces de décision, d'exercer ses droits de participation sur ce qui est public, de compter avec des capacités de gestion et d'utilisation d'informations stratégiques, promouvoir et respecter la diversité culturelle, les droits de l'homme et le soin environnemental, et les dispositions à user des nouveaux moyens de communication afin de participer activement à l'échange symbolique dans la société. Ni plus ni moins!

Aujourd'hui, cela n'est pas encore réglé. En premier lieu, à cause des terribles brèches dans les opportunités éducatives entre les différents groupes de jeunes selon leur origine sociale, géographique ou ethnique. Si la fin de l'éducation secondaire est le seuil pour que la prochaine génération puisse s'insérer productivement avec des possibilités claires de sortir de la pauvreté et d'augmenter sa productivité, alors ce que nous avons comme moyenne simple pour les pays latino-américains est une situation de profonde asymétrie. A l'exception de la variable du genre, selon lequel les femmes ont, en moyenne plus de réussite éducative que les hommes parmi les jeunes, le reste parle de lui-même, en considérant des données de 2005, pour les pays latino-américains en moyenne : 20,4% des jeunes de 20-24 ans dans le premier quintile et 78,6% dans le cinquième quintile ont terminé le secondaire, taux qui sont de 23,0 pour les jeunes ruraux et 56,4 pour les jeunes urbains, 35,1 pour les jeunes indigènes et 50,4 pour les jeunes non indigènes, 31,7 pour les enfants dont les parents n'ont pas terminé le primaire et 91,4 pour les enfants dont les parents ont terminé l'université. Et en fin d'enseignement universitaire, bien que les niveaux soient bas dans tous les groupes (sauf pour les enfants dont les parents ont terminé l'université et dans une moindre part, dans les foyers du cinquième quintile), les brèches sont encore trop importantes. Avec ces contrastes, il est difficile de penser que l'éducation puisse servir de levier de

mobilité sociale dans le cycle vital postérieur, d'égalisation des opportunités dans la société future et d'augmentation significative dans le capital humain de la société.

Il est fondamental que la société perçoive que l'éducation est une institution clé pour égaliser les opportunités et promouvoir un ordre plus méritocratique, où toutes les personnes ont la possibilité de développer leurs capacités, et, plus tard, les utiliser productivement et dans le plein exercice de la citoyenneté. Le sentiment d'appartenance à la société se voit ainsi fortifié depuis un système éducatif que tous perçoivent juste, et qui sert à l'équité intergénérationnelle.

Les jeunes sont une opportunité. A ce sujet, il est favorable que la conclusion des études secondaires se répande d'une manière soutenue dans la région et bénéficie également à des jeunes de divers groupes sociaux. Mais le défi du système éducatif, avant tout pour les tranches d'âges juvéniles (secondaire et tertiaire), continue d'être l'augmentation de la couverture, la progression et la conclusion, avec l'amélioration de la qualité de son curriculum.

Pour cela, il est nécessaire de revoir la composition de la dépense en éducation par niveaux. La récente progression éducative amène aujourd'hui la majorité des adolescents à être inscrits au début du secondaire ; et étant donné le changement démographique, la proportion des enfants par rapport à celle des jeunes sur le total de la population diminue. Par là même, il est nécessaire d'augmenter l'investissement dans l'éducation secondaire, compter sur des stimulants cohérents pour améliorer l'offre (enseignants, directeurs, planificateurs), assurer la permanence des élèves dans le système, et améliorer la qualité et la pertinence, en actualisant les contenus, technologies et méthodes avec lesquelles se transmettent les connaissances.

Dans la dimension sociopolitique, l'éducation peut effectivement contribuer à fortifier la démocratie dans le tissage social. L'exercice citoyen ne renvoie pas seulement à disposer de droits politiques, civils et sociaux, mais aussi à participer en condition de plus grande égalité dans l'échange communicatif, dans la consommation culturelle, dans l'usage de l'information, et dans l'accès aux espaces publics.

Dans la dimension d'intégration sociale et de cycle de vie, il est fondamental de fortifier le chaînon qui véhicule l'acquisition de connaissances et d'habiletés, d'un côté, avec son usage productif de l'autre. Ce qui veut dire le passage de l'enseignement au travail. Ce chaînon est affaibli, et aujourd'hui la jeunesse, bien que différente dans ses réussites éducationnelles, souffre en général d'une dissonance entre avoir plus de réussite éducationnelles que les adultes mais moins d'opportunités dans le monde du travail. Cela peut générer des tensions majeures entre les adultes et les jeunes, une perception étendue sur les failles de la méritocratie, et une moindre confiance aussi bien dans le futur que dans les institutions d'intégration sociale.

Dans la formation de valeurs et de comportements, l'éducation remplit également un rôle décisif pour aider à restituer les formes séculaires de discrimination ethnique, culturelle, raciale et de sexe ; et promouvoir une culture élargie de respect des droits de l'homme. Le monde de demain a besoin de sujets qui vivent activement

le tissu interculturel et de diversité ethnique qui est notre histoire, notre présent et notre futur. L'éducation, avant tout dans les tranches d'âges juvéniles où une plus grande conscience au sujet de la valeur de la diversité est possible, doit montrer cette direction. Tant dans les codes implicites de relation à l'école que dans les cours donnés, il est important que les élèves intériorisent l'évaluation positive de l'égalité des droits et le respect de la différence de sexe, d'ethnie, de race, de culture, capacités spéciales et lieux d'origine. *Si un des grands défis du développement vers le futur est de conjuguer égalité avec diversité, la jeunesse doit se socialiser éducativement dans cela.*

Il reste, en dernier, à mettre l'accent sur la différence entre « éduquer pour la différence » et « éduquer pour la citoyenneté ». L'apprentissage de la différence ou de la pluralité culturelle ne doit pas s'entendre comme une matière en plus (à la manière de la géographie, l'histoire ou l'anthropologie), mais avant tout comme de nouvelles formes de relation à l'intérieur de l'école. Cela transforme l'apprentissage de la différence en apprentissage de la citoyenneté : apprendre à se mettre à la place de l'autre, comprendre la réciprocité en dignité et en droits.

3. Connectivité et progrès vers la société de l'information

La société de l'information ne suppose pas uniquement l'incorporation massive d'innovation et de connaissance dans l'appareil productif, mais également un changement dans la vie des personnes. Dans ces changements, la connectivité et l'information en réseaux sont fondamentales. La communication d'allées et venues à distance se fraye un chemin en tant qu'espace pour accroître les capacités et les opportunités, car elle révolutionne l'accès à l'information et à la connaissance, à la participation à des groupes, à la gestion de ressources et de projets, et enfin, à des options sans limite de récréation et consommation symbolique.

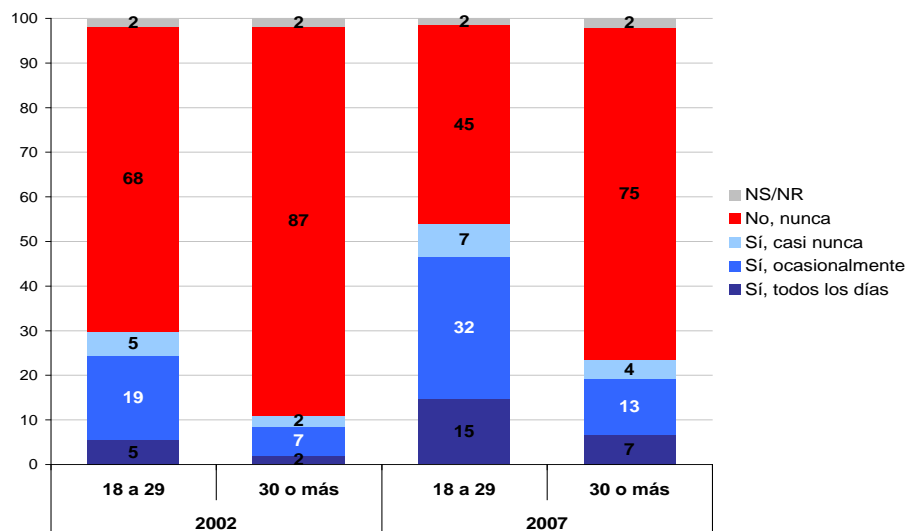
Cela est particulièrement valable pour les nouvelles générations, où la connectivité est beaucoup plus grande. L'expansion de l'accès à Internet suit un rythme exponentiel parmi la jeunesse, de par les espaces qu'elle fréquente et parce qu'elle est plus souple que les adultes pour assimiler de nouveaux langages et plus de facilité pour « apprendre en utilisant », avant tout quand il s'agit de faire entrer dans le nouveau monde les technologies interactives. Ce sont les jeunes garçons et filles qui entreprendront non seulement les changements productifs et organisationnels, mais également de communication et de culture. Dans ces changements, l'appropriation et l'usage des TIC est central (Technologie d'Information et de Communication).

Le graphique 2 montre la plus grande connectivité des jeunes face à celle des adultes. L'usage occasionnel et quotidien d'Internet depuis 2007 touche la moitié des jeunes de 18 à 29 ans et seulement un cinquième des adultes. Ces différences sont suffisamment plus marquées si on inclut parmi les jeunes ceux de 15 à 17 ans.² De plus, cette proportion de jeunes connectés (occasionnels et quotidiens) a été doublée

² Malheureusement la source de données n'inclue que des majeurs, à partir de 18 ans.

entre 2002 et 2007 comme moyenne latino-américaine, ce qui suggère un rythme d'expansion intense.

Graphique 2
Amérique Latine : Usage d'Internet selon l'âge, 2002 et 2007.
(Pourcentage)



Source: CEPAL, Tabulateur spécial Latinobaromètre 2002 et 2007.

Note: a/. Les données correspondent à des réponses faites à des questions relativement différentes : *Avez-vous une fois dans votre vie naviguer sur Internet?* (2002) et *Avez-vous une fois dans votre vie utilisé un courrier électronique ou vous êtes-vous connecté sur Internet?* (2007).

La jeunesse ne se connecte pas uniquement avec plus de fréquence, mais également avec plus de plasticité. Elle est plus souple pour des usages plus diversifiés et simultanés d'Internet, ce qui veut dire qu'elle développe avec plus de naturel la capacité de traiter une information et de l'utiliser sur le réseau, et de le faire de façon plus synchronique. De façon que le lien entre les jeunes et les TIC marque une différence cognitive et perceptive des jeunes par rapport aux adultes. Cela les prépare à synthétiser l'information et la mobiliser comme ressource productive.

Le rôle principal et les avantages des jeunes dans l'accès et l'usage des TIC pose des interrogations sur le fossé entre générations et entre jeunes. Si cet usage implique une avancée qualitative dans les cartes cognitives et les façons de penser et de sentir, le fossé de l'âge dans l'accès et l'usage des TIC génère également des brèches fortes entre les générations. Et si les TIC se répandent entre les jeunes de différents niveaux de revenus, et facilitent la communication à distance, ils constituent un moyen inédit pour réduire les brèches, jeter des ponts et faciliter la cohésion sociale dans les nouvelles générations. Au contraire, la brèche digitale entre jeunes de différents groupes sociaux et avec des niveaux éducatifs différents exacerbe les inégalités sociales sur un large panel d'opportunités pour le futur.

La relation entre connectivité et cohésion sociale est favorable et inquiétante. En tant que moyen, la connectivité aide à reconstruire des canaux de cohésion sociale,

en démocratisant l'accès à l'information et à des réseaux de relation. Comme fin en soi, elle pose la question sur des nouvelles formes de cohésion sociale, où la communication à distance acquiert un plus grand rôle principal. En tant que brèche dans la connectivité, la question est de savoir si elle exacerbe des brèches préexistantes dans les revenus et autres actifs, en minant la cohésion sociale.

Le plus grand accès, usage et souplesse dans ce domaine de la part des nouvelles générations fait de la jeunesse le protagoniste naturel dans la transition vers la société de l'information et de la communication en Amérique Latine. Etant donné la profondeur et l'importance des changements qu'entraîne la connectivité, cette asymétrie générationnelle pose à la fois la menace des brèches et le défi de jeter des ponts entre ces mêmes brèches. Ainsi, le dialogue générationnel doit envisager ici la charnière d'aller-retour : ouvrir le rôle principal à la jeunesse comme une opportunité de transition vers la société de l'information et de la communication ; et ouvrir un espace à la jeunesse pour qu'elle dispose de plus grandes opportunités d'universaliser l'accès à la connectivité, et pour qu'elle puisse traduire cet accès en plus grande inclusion sociale.

4. Emploi et travail : le chaînon manquant de la jeunesse

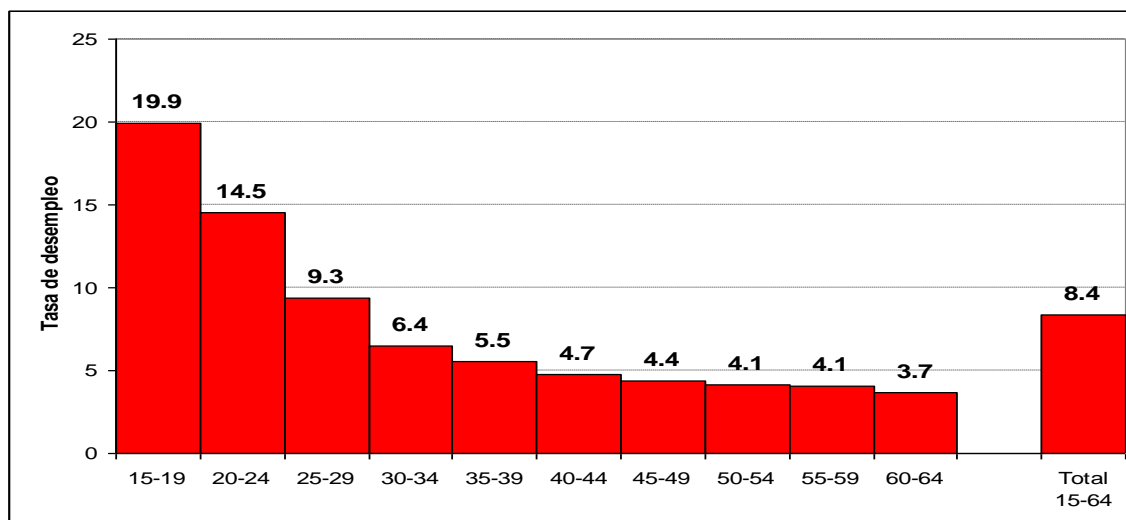
Sans doute le travail continue d'être le pilier essentiel de l'intégration sociale. Faire partie active du monde du travail fortifie l'accès au bien être par la voie de revenus continus. Cela renforce, d'un autre côté, le sentiment d'appartenance des personnes, dans la mesure où celles-ci se perçoivent comme contribuant au progrès collectif et faisant partie d'un système constitué d'apports et de rétributions.

Comme cela a déjà été indiqué, il existe une plus grande accumulation de capital éducatif aujourd'hui entre les jeunes qu'entre les adultes. En même temps, l'éducation est un espace dans lequel s'internalise des perspectives de futur. Bien plus, un des principaux, si ce n'est le principal stimulant pour rester et progresser dans le cycle éducatif est l'idée selon laquelle « plus d'éducation dans le présent, plus grandes seront les opportunités de travail futures ». De façon que la jeunesse, au même titre qu'avoir plus d'années de scolarité, a probablement alimenté des perspectives qui se tournent principalement vers le monde du travail.

Cependant, quand nous regardons les données qui comparent les conditions et les opportunités d'emploi entre les adultes et les jeunes sur le marché du travail, cela saute aux yeux que la situation, en termes de grosseur, est plus difficile pour les nouvelles que pour les anciennes générations. Selon les données de l'enquête auprès des ménages réalisée par le CEPAL auprès de 17 pays latino-américains, le chômage juvénile était 2.68 fois plus important que le chômage adulte en 1990, 2.30 fois plus grand en 2000 et 2.73 fois supérieur en 2005 (avec des taux moyens de chômage de 12.8, 16.1 et 12.5% pour les jeunes pour cette année). D'un autre côté, et selon la même source, la proportion de jeunes sur le marché du travail qui travaillent sur des postes de faible productivité (revenus faibles, carence de sécurité sociale et de contrats stables), est restée importante avec récemment une baisse modérée due à 5

années de croissance économique soutenue : 47.7% en 1990, 49.8% en 2000, et 44.3% en 2005.

Graphique 3
Amérique Latine (18 pays): Taux de chômage dans divers groupes d'âges, autour de 2005



Source: CEPAL, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes auprès des ménages des pays.

Le cas des jeunes femmes est plus dramatique. Actuellement, elles ont, sur la population juvénile, le taux le plus important de conclusion du secondaire (51.8% contre 46.3% jusqu'en 2005 pour les jeunes femmes comme moyenne pour 17 pays latino-américains). Et encore plus avec l'enseignement, elles souffrent d'un plus grand taux de chômage que leurs contemporains masculins (15.8 contre 10.2% en 2005), et à même niveau d'enseignement et d'occupation de poste, elles perçoivent, au minimum, 20% de moins de salaires que leurs homologues masculins dans le travail. A cela il faut ajouter qu'elles finissent par exécuter le gros des tâches domestiques.

Si l'emploi constitue, avec l'éducation, le mécanisme privilégié d'intégration sociale, ici aussi il y a en Amérique Latine des brèches importantes entre les jeunes de groupes distincts. Ces brèches s'observent au niveau des revenus, du taux de chômage, des travaux de faible productivité, et des jeunes qui ne travaillent ni n'étudient. Vers 2005, pendant que pour les jeunes du premier quintile de revenus le taux de chômage moyen était de 24.2% en 2005, la même baisse systématique à mesure que monte le quintile des revenus des ménages, jusqu'à arriver à 6.6% dans le cinquième quintile. La brèche des genres est également importante en 2005 : 15.8% des femmes de 15 à 29 ans sont aux chômages, et 10.2% des hommes.

La situation pose des défis intra et intergénérationnels. D'un côté, il est fondamental de réduire dans le futur la brèche dans l'accès à l'emploi, et surtout pour les emplois de qualité entre les jeunes de différents niveaux de revenus et de genre. Cela requière, d'un autre côté, de réduire les brèches de réussite éducative, car les chiffres montrent également avec éloquence qu'à moindre réussite éducative, plus grande est la probabilité de se confiner pour toute la vie dans des emplois informels,

sans protection, instables et de faible productivité, ce qui reproduit à son tour les faibles revenus des familles d'origine dans les familles des générations suivantes.

Il est nécessaire de réduire les brèches du chômage entre les adultes et les jeunes, car celles-ci indiquent un plus grand blocage dans l'accès à l'emploi pour la jeunesse. Cela est important pour calmer les tensions entre les générations dans la lutte pour des postes de travail, et pour le nouveau type d'habileté que la jeunesse apporte à la productivité. Sous-utiliser le capital humain juvénile est une perte que les pays ne peuvent se permettre dans le bond vers les économies plus productives et avec une plus grande incorporation de valeur ajoutée dans la connaissance, usage de technologies, nouvelles habiletés cognitives et formes novatrices d'organisation.

Ici aussi il est d'extrême importance de construire un *contrat social* entre le monde juvénile, le monde syndical, le monde de l'entreprise et les gouvernements. Ce contrat social doit signaler les opportunités majeures d'emploi pour les jeunes garçons et filles (surtout l'accès au premier emploi); les systèmes d'information qui permettent de placer la jeunesse dans des emplois où elle peut contribuer avec son habileté et ses compétences spécifiques à élever la production et redynamiser l'organisation du travail; et éliminer la discrimination par genre tant dans l'accès à l'emploi comme dans la rémunération et la stabilité du travail.

L'*employabilité* des jeunes garçons et filles nécessite de concilier capital humain (éducation et formation de bonne qualité) reconnaissance de compétence et opportunité de stage dans le monde du travail pour la jeunesse. D'un autre côté, dans la conciliation entre enseignement et travail (jeunes qui étudient et travaillent en même temps), il est nécessaire de passer d'un cercle vicieux à un cercle vertueux. Dans le premier cas, le travail précoce et forcé par la précarité des revenus du foyer amène finalement à d'énormes désavantages dans le temps pour s'éduquer, et souvent l'apprentissage et sa continuité diminuent. Dans le cercle vertueux, au contraire, le travail, idéalement à temps partiel, constitue une expérience initiale, une forme complémentaire d'apprendre en faisant, et une manière d'augmenter le capital social et les réseaux de relation, ce qui fait que les réussites éducatives peuvent être beaucoup plus puissantes. De plus, puisque les transitions vers le monde adulte et du travail ont l'habitude d'être longues, une combinaison adéquate d'étude et de travail peut aider les jeunes garçons et filles à développer des stratégies de travail individuelles, et reconnaître les capacités propres qui leur sont nécessaires pour faire leurs premiers pas dans l'activité du travail. Il est d'autant plus important de faciliter cette combinaison vertueuse à ceux qui ont des désavantages relatifs dans les réseaux de relation et de capital social, à cause de leur lieu d'origine et de l'environnement dans lequel ils vivent.

Les domaines qui peuvent faciliter l'insertion dans le monde du travail de la jeunesse sont nombreux, avant tout dans les secteurs de ressources moindres et dans les réseaux de relations plus faibles: formation pour le travail, certificat de compétence, développement de l'entreprise, agences de (pré)sélection du personnel, appui au développement de stratégie de travail de jeunes en situation de

désavantage, amélioration des systèmes d'intermédiation en profitant des nouvelles technologies d'information et de communication.

On a besoin d'une avancée qualitative dans l'adéquation de la formation - capacitation à la nouvelle demande de travail et aux changements techniques, et à l'implication de multiples acteurs – universités, corporations d'entreprises, fondations, ONG et employeurs, agents de financement entre autres. Un système national de formation et capacitation, avec des stages en entreprises et une connexion avec des employeurs, techniquement actualisé et pertinent pour les changements de l'offre de travail, peut améliorer substantiellement les options des jeunes qui n'accèdent pas à l'université.

Les systèmes de certificats de compétences permettent d'adapter le capital humain des jeunes au marché du travail, améliorer leurs options de trouver du travail, réduire les périodes d'inactivité à partir de processus permanent d'actualisation de la formation du travail ou connaissances techniques des jeunes sans emplois et/ou de la reconnaissance de l'habileté qu'ils ont développé par le passé. Inclure dans l'enseignement le développement de l'esprit d'entreprise est également positif tant qu'elle ne se restreint pas au but de créer des chefs d'entreprises, mais également de stimuler des dons, des compétences et des attitudes utiles et innovantes entre les jeunes et le monde du travail en général, la vie du quartier, le travail volontaire et les organisations politiques, culturelles, sociales, sportives et autres.

Le dialogue entre générations et acteurs du monde productif, juvénile et gouvernemental est ici fondamental. Le travail du futur doit être socialement plus intégrateur, afin que les nouvelles générations soient le ciment des sociétés avec un plus grand niveau de cohésion sociale, plus d'équité et une plus grande disposition à des consensus sur des stratégies où tous les acteurs peuvent participer. Mais le travail du futur doit également intégrer de nouveaux savoirs et des formes organisationnelles où la jeunesse d'aujourd'hui sera l'acteur clé de demain.

4. La famille : un espace en mutation

La famille continue d'être l'irréductible noyau de reproduction sociale dans nos sociétés. Mais l'importance des changements dans sa structure, composition et vie à l'intérieure d'elle est énorme et accélérée durant les deux dernières décennies. De façon silencieuse et en privé, le changement dans la vie des familles est profond et massif dans la vie quotidienne de nos sociétés. Elle change sa structure, avec des accords familiaux toujours plus divers et acceptés dans leur diversité (familles nucléaires biparentales et monoparentales, familles reconstituées, familles monoparentales, familles étendues, familles non formalisées, une plus grande proportion d'enfants nés hors mariage, et familles avec des parents du même sexe). Elle change son économie car le taux de dépendance diminue (moins d'enfants mineurs et une plus grande participation de la femme dans le travail). Elle change sa composition, avec des familles plus petites, un poids des jeunes enfants plus relatif par rapport à celui des enfants, plus de retard dans l'autonomie économique des enfants dans les classes moyennes et élevées.

Que se passe-t-il avec les changements dans les familles où vit la jeunesse ? En Amérique Latine, la majorité des garçons et filles des zones urbaines vivent avec leurs familles et se rassemblent dans les foyers nucléaires (60,6% du total), qu'ils soient bi parentaux (45,5%) ou monoparentaux (11,1%). Sur le total des foyers, ceux constitués par des jeunes chefs de familles atteignent uniquement 12,2%, parmi lesquels 9,3% sont à la charge de garçons et 2,9% de filles. Entre 1990 et 2006, la constitution de foyers avec des chefs s'est réduit pour les hommes et a augmenté pour les femmes, et simultanément s'est réduit pour les jeunes chefs garçons et a augmenté pour les jeunes chefs filles. D'un autre côté, dans les zones rurales, la forte masculinisation de la population, spécialement marqué sur la jeunesse, entraîne une plus grande difficulté à former des couples.

L'évidence montre la diversité des structures familiales dans lesquelles vit la jeunesse latino-américaine, le changement accéléré des rapports dans les familles, dans les processus et rythmes d'autonomisation des jeunes, et dans la distribution des rôles par sexe. La vraie jeunesse recrée également la perception du rôle et des règles qu'on adopte dans la famille. Cela est fondamental pour la cohésion sociale car il constitue le niveau quotidien d'apprentissage de la vie en commun, socialisation de normes, formes de distribuer et légitimer l'autorité, et définition de rôles selon le genre et l'âge.

Ce qui est intéressant c'est que les relations de pouvoir à l'intérieur de la famille changent, avec une plus grande tendance aux décisions négociées entre les différentes générations et plus de questionnement de l'autorité parentale. Cela se produit surtout parce qu'aujourd'hui, les enfants accèdent à plus d'information que les parents et internalisent de manière précoce la valeur de l'autonomie et le discours sur leurs droits. Mais bien que les exigences d'autonomie morale apparaissent à des âges toujours plus précoces, les options et décisions d'autonomie matérielles se prolongent toujours plus. Il se produit dans les familles quelque chose sans précédent : un décalage de nombreuses années entre l'autonomie morale et l'autonomie matérielle. Les parents vivent longtemps avec des jeunes biologiquement adultes, qui s'attribuent une pleine autonomie dans les décisions, mais totalement dépendant pour ce qui est du matériel.

Avec tout cela, les enquêtes d'opinion montrent l'importance que les jeunes qui ont entre 18 et 29 ans continuent de porter à la famille. D'un autre côté, les jeunes qui constituent des foyers indépendants ne l'associent pas nécessairement à des liens familiaux formalisés par la loi, à une paternité ou maternité effective ou prévue, ou à des projets de vivre ensemble pour toute la vie. La plus grande participation des femmes dans la génération de revenus familiaux de foyers avec des jeunes chefs contribue à ce qu'elles participent plus dans la prise de décisions à l'intérieur du foyer et, petit à petit, dans la redistribution des activités dans la cellule familiale. Cependant, les changements dans les valeurs et la culture rapport à la place qu'occupe la femme, continuent de rester en retrait par rapport aux changements dans le rôle des femmes comme génératrices de revenus.

Si la famille continuera d'être l'unité de base de reproduction sociale, mais aussi de transformation socioculturelle, les considérations précédentes nécessitent un dialogue entre générations par rapport au futur de la famille. Ce dialogue doit poser les questions suivantes :

Comment accompagner ces changements dans la structure, la composition et la vie familiale avec de nouveaux arrangements institutionnels pertinents, qui légifèrent pour garantir l'égalité de droits aux jeunes dans divers arrangements familiaux, aux jeunes chefs de foyers formalisés mais également non formalisés dans un mariage ?

Comment débattre publiquement de la relation entre les jeunes et leurs parents dans les circonstances où beaucoup continuent de vivre dans le même foyer, avec des décalages croissants entre indépendance morale et autosuffisance économique, ou entre les rôles de fournisseur et rôle d'autorité, et quels espaces ouvrir hors de la famille pour partager avec les autres les incertitudes qui émanent des nouveaux chefs de famille ?

Quel type d'offre publique doit-on promouvoir pour pousser la jeunesse à obtenir plus d'autonomie matérielle et faciliter, au moment opportun et sans discrimination de genre, la sortie du foyer d'origine et la formation de foyers autonomes ?

Comment avoir une influence sur l'éducation et la communication sociale pour casser la reproduction intergénérationnelle de stéréotypes de genre (fonctions rigides attribuées aux femmes dans les familles et les foyers) et pour que la jeunesse d'aujourd'hui ait demain, dans ses noyaux de vie, des rôles plus flexibles qui se partagent entre le travail rémunéré et l'économie de prévoyance ?

5. Droit à procréer et maternité adolescente.

La baisse de la fécondité générale en Amérique Latine est notoire depuis la décennie 1970, à cause des changements socioéconomiques (plus d'éducation et d'urbanisation), culturels (plus d'information reproductive, de sécularisation, de nouveaux styles de vie), des rôles des genres et un plus grand accès aux méthodes contraceptives. Les idées de la contraception et de la planification familiale sont toujours plus diffusées et requises par les femmes. Aujourd'hui, elles invoquent leur droit à disposer de façon responsable de leur corps et de leurs fonctions reproductives, bien qu'elles doivent faire face à des restrictions culturelles, religieuses ou économiques pour pouvoir décider quand et combien d'enfants elles veulent. A l'autre extrême, beaucoup de femmes doivent repousser la formation d'une famille et la procréation afin d'améliorer leurs carrières.

Cette diminution de la fécondité générale contraste cependant avec la maternité adolescente, qui est déconcertante parce qu'elle ne diminue pas. Presque un quart des jeunes entre 15 et 24 ans ont été mères avant leurs 20 ans. Parmi les groupes socioéconomiques de plus grands revenus, moins de 5% des jeunes femmes

ont été mères à 17 ans alors que, parmi les groupes de moindre revenu, l'incidence atteint entre 20 et 35% des jeunes, selon le pays.

La maternité adolescente, de femmes jusqu'à 19 ans, inclut un fort pourcentage de cas non désirés, enregistre des risques majeurs de santé reproductive par rapport aux mères plus âgées, et de plus génère des cercles vicieux d'exclusion d'une génération à la suivante, étant donné que la majorité des mères adolescentes sont pauvres, de faible éducation, et avec une forte probabilité de constituer des foyers monoparentaux sans réseau de protection ni promotion sociale.

L'initiation toujours plus précoce à la vie sexuelle active est une réalité que l'on ne peut nier, et ce qui correspond donc est de façonner des politiques à la hauteur des risques qu'un tel phénomène peut entraîner. En considérant encore plus la maternité adolescente, le manque d'accès aux services de prévention de la grossesse en situation de vie sexuelle active affecte principalement les jeunes moins éduqués, ayant moins de ressources, moins d'appui social, et les condamne ensuite à la reproduction intergénérationnelle de l'exclusion sociale. Autrement dit, pour que l'autonomie n'implique pas de plus grands risques d'exclusion, il est nécessaire de réduire de tels risques.

De manière que dans le dialogue entre générations ne puissent être absents le problème de la maternité précoce non désirée et la faute résultant de droits de procréer effectifs entre jeunes. Le sujet est important dans le futur pour plusieurs raisons. Premièrement, parce que le droit à procréer est consacré dans le droit international et reconnu par les pays, et implique de doter les personnes de volonté pour décider librement de quand procréer. Deuxièmement, parce que les tendances modernes suggèrent d'avancer vers un futur avec plus d'autonomie pour les décisions vitales, un plus grand contrôle sur les situations qui marquent la vie vers le futur, une reconnaissance des changements réels dans la vie sexuelle des jeunes garçons et filles, et une plus grande responsabilité de l'Etat sur le sujet.

Le dialogue générationnel doit envisager ici des accords clairs pas seulement en rapport avec l'éducation et l'information sexuelle de la jeunesse. Il doit accompagner cette information de services gratuits et ouverts pour acquérir des méthodes contraceptives modernes depuis le début de la vie sexuelle active, et aussi une éducation sur la responsabilité partagée entre jeunes hommes et jeunes femmes, tant dans la prévention de la grossesse que sur la postérieure et responsable paternité et maternité.

6. Migration internationale : champ des opportunités et des risques.

Nous avançons vers un monde global de fluidité croissante dans les mouvements de capitaux, produits, services et personnes. Les frontières se font toujours plus perméables, le mouvement plus à portée de main, des réseaux à distance entre personnes de même pays se créent dans les pays d'origine et de destination, ainsi que des migrations d'allées et venues.

Les données récentes montrent le pourcentage croissant de jeunes dans le total de migrants latino-américains qui se déplacent vers les Etats-Unis et l'Espagne, les deux principaux lieux de destination hors de l'Amérique Latine. D'un autre côté, quasiment un tiers des flux de migrants internationaux du monde comprennent des personnes entre 12 et 24 ans.

Les raisons qui font que la jeunesse ait une plus grande propension à migrer que le reste de la population sont diverses : une moindre aversion au risque dans cette période de la vie, une conformation à de nouveaux endroits avec plus d'autonomie dans les grandes décisions, inscription à l'université ou incorporation dans des emplois qui impliquent des déplacements en fonction des opportunités et des capacités qui ne peuvent être promues dans l'endroit d'origine.

Pour d'autres, la migration est une histoire plus obscure, et ils sont confrontés à des obstacles traumatiques qui menacent leurs droits au moment de leur insertion sur le marché du travail hors de leur lieu d'origine. Ceux qui se confrontent à des risques majeurs sont des jeunes migrants de faibles niveaux éducatifs, qui appartiennent à des minorités ethniques, sans papiers, qui ont recours à des réseaux de trafics ou sont victimes de la traite de personnes.

L'importance du thème de la migration internationale dans le dialogue générationnel doit envisager divers clichés en relation les uns avec les autres.

En premier lieu, il faut chercher un équilibre juste entre ce qui stimule le départ et ce qui stimule le retour. En ce qui concerne le premier, la facilitation du mouvement géographique de la jeunesse est positive pour promouvoir ses opportunités productives et formatives, ainsi que l'expérience vitale qu'implique de connaître de nouveaux horizons. Mais d'un autre côté, ce qui stimule le retour est important car habituellement la jeunesse acquiert des connaissances, des capacités et de l'expérience dans le pays de destination, qui constituent ensuite un apport potentiel de développement dans le pays d'origine. Sinon, on a affaire à la situation regrettable d'avoir la population la plus productive en dehors du pays.

En second lieu, la migration internationale requiert d'améliorer les conditions de réception des migrants et migrantes. Pour cela, le dialogue générationnel doit croiser avec un dialogue international qui calme les risques et les discriminations qui avec autant de fréquence implique à la population migrante. Les gouvernements doivent chercher des accords pour régulariser la situation des migrants en droits citoyens, éviter la surexposition des migrants, renforcer le contrôle sur la traite des enfants et des femmes, accorder des stages et du travail saisonnier, et diminuer les coûts de transactions dans l'envoi de livraisons, entre autres.

En troisième lieu, la migration est une des formes de diffusion de la culture dans le monde. Cela est fondamental dans le cadre d'une globalisation où la culture est moins attachée à des endroits étanches et se ramifie au-delà des frontières nationales. Dans ces déplacements, la culture va à la fois se diffuser et se recréer. Pour la même raison, la préservation, l'usage et l'enrichissement de la culture et de l'identité d'origine ont avoir avec comment les migrations reproduisent, recréent et diffusent la

culture dans ses trajectoires nomades. Dans ce cadre, le dialogue générationnel doit envisager comment faire pour que dans un monde de plus de flux et de moins de stock, la jeunesse se déplace emportant avec elle ses cultures d'origine ; et reviennent en enrichissant ces mêmes cultures avec son expérience vitale vécue hors des frontières nationales.

7. Sentiment d'appartenance

Un thème crucial face à la cohésion sociale dans le futur est le sentiment d'appartenance de la jeunesse à la société dans laquelle elle vit. Un tel sentiment d'appartenance passe par l'adhésion à des valeurs partagées, la crédibilité des institutions, formes reconnues de participation, reconnaissance des autres comme égaux en droits, nouvelles pratiques communicatives et confiance dans les options du progrès futur. Ces cadres d'appartenance sont, à la fois, la contre partie « subjective » de l'intégration sociale, c'est-à-dire les formes à travers lesquelles la jeunesse exprime des attitudes, des attentes et des évaluations face aux options dont elle dispose pour calmer les risques, développer des capacités et accéder à des opportunités.

En prenant comme source d'information les enquêtes de Latinobarómetro faites dans presque tous les pays d'Amérique Latine, ce qui attire en général l'attention est que la jeunesse adhère dans un degré moins important aux référents séculiers d'identité par rapport aux adultes (patrie, politique, religion), bien que la brèche générationnelle majeure se trouve dans le manque de compromis pratique avec ces identifications. Néanmoins, dans une proportion importante, la jeunesse des différents pays se sent encore faire partie de cette communauté imaginaire qu'est la nation, bien qu'elle ne se sente pas particulièrement fière au sujet de l'égalité. Cela peut être un signal de l'affaiblissement du « nous » dans l'imaginaire juvénile.

Les jeunes garçons et filles tendent à participer moins que les adultes aux partis politiques et votent moins que les adultes durant les élections. Leur adhésion inconditionnelle à la démocratie n'est pas claire en accord aux enquêtes, avec de fortes variations entre les pays. D'un autre côté, la jeunesse est aujourd'hui plus encline à un type de participation informelle, moins structurée et moins institutionnalisée. Cela tend à les éloigner de la politique dans sa forme instituée et représentative, pour opter pour des formes plus horizontales, locales – globales, en logique de réseaux, autour d'axes éthiques et esthétiques, et par voie d'actions directes et pas nécessairement systématiques ni continues.

La communication joue un rôle chaque fois plus important de forme que la jeunesse se réunit, surtout pour l'usage plus massif et versatile des réseaux virtuels. Finalement, si d'un côté la jeunesse tend à percevoir un degré important de discrimination dans les opportunités de développement, elle montre d'un autre côté un degré relativement élevé de confiance dans le futur à moyen ou long terme.

Le dialogue générationnel doit considérer tous ces nouveaux signes dans le sens d'appartenance de la jeunesse, car depuis eux se construit une grande partie de la

cohésion sociale du futur. Les défis qui émanent de ces dialogues sont nombreux, parmi lesquels on peut souligner ceux qui suivent.

En premier lieu, le dialogue doit se faire en relation avec la politique. Ou encore mieux, comment réarticuler *le politique* (formes d'actions collectives en fonction des demandes, désirs et utopies partagées) avec *la politique* (consacrée dans les procédés de la démocratie libérale, et les institutions de représentation des acteurs et des intérêts). Probablement, ce qui est en train de manquer à la jeunesse c'est le lien entre deux choses : les jeunes garçons et filles sont créatifs et actifs dans *le politique*, mais distants et méfiants par rapport à *la politique*. Le dialogue entre générations doit donc être l'endroit pour réfléchir à pourquoi il y a hiatus, et comment s'acheminer à le dépasser.

En second lieu, le dialogue entre générations doit envisager la place de la jeunesse comme sujet et comme objet des politiques de demain. Le jeune acteur s'est construit de différentes façons depuis la politique et l'Etat : comme moratoire et ressource humaine (un groupe d'âge concentré pour se préparer pour le futur, surtout par le biais de l'éducation) ; comme menace pour la société pour la considérer comme une génération violente, révolutionnaire ou poussée à bout (depuis les politiques de sécurité nationale ou de sécurité citoyenne) ; comme groupe vulnérable ou à risque (depuis les politiques de protection sociales) ; et plus récemment, comme sujets de droit, sujets nouvelles identités et protagonistes de transformations structurelles (depuis les nouvelles politiques de jeunesse, de justice et de culture).

Dans ce cadre hétérogène, émerge dans les deux dernières dizaines d'années des institutions publiques pour la jeunesse, des lois pour la jeunesse, des systèmes d'informations pour la jeunesse, et mêmes la Convention Ibéro américaine de droits de la jeunesse. Il y a beaucoup d'accumulation, de dispersion et même du contradictoire. La place de l'institutionnalisation juvénile et des politiques de jeunesse n'est toujours pas claire. Le dialogue entre générations devrait aider dans ce sens, en mettant l'accent sur les politiques qui inscrivent la jeunesse comme acteur clé, avec ses identités propres, ses sentiments d'appartenance et ses capacités pour le futur.

Enfin, le fait que la jeunesse continue de voir l'Etat Nation comme grande référence d'appartenance, et affiche de hauts niveaux de confiance dans le progrès vers le futur à l'intérieur de la société dans laquelle il vit, constituent des signes positifs pour la cohésion sociale ; et doivent amener le dialogue générationnel à penser ensemble, entre les différentes générations, ce que signifie cette « communauté imaginée » appelée Nation, et comment la définir –ou la redéfinir- à la lumière de vieilles et nouvelles manières de la penser. En résumé : *comment projeter ensemble vers le futur l'idée de Nation, comment recréer depuis les nouvelles générations la manière de lier territoire et identité, histoire avec projet, continuité avec changement ?*

Pour conclure

Je souhaiterais conclure en signalant que depuis la perspective des jeunes garçons et filles, leur subjectivité est source de tension entre le désir de s'intégrer au

monde adulte et la volonté de se monter des scénarios propres de la vie. La modernité les met à la fois face à une nouvelle offre en alternatives d'individualisation, mais d'un autre côté les soumet à des requêtes de standardisation pour s'adapter à l'enseignement et à l'emploi. L'identité de tellement de jeunes se construit dans cette charnière qui lit, mais met sous tension, le désir légitime d'intégration sociale et la question sur le sens et les options de cette même intégration.

Finalement, l'individuation aussi se propage sous la forme de plus de réflexivité. Les incertitudes suscitées par les changements de la vie familiales, par les difficultés d'intégration dans le monde du travail et par le plus grand relativisme des valeurs, additionnées à l'information et aux consommations symboliques, exacerbent les questions sur la vraie place dans le monde qui nous entoure. Autrement dit, avec plus d'information en main, moins de stabilité dans leur vie et plus de liberté pour la réorienter, les jeunes garçons et filles se voient poussés à réfléchir à eux-mêmes et à « leur place dans le monde ». Pour cela chacun doit synthétiser l'information et forger, avec cela, des récits de sentiment à sa manière propre.

Pour que ces récits de sentiments ne se dissipent pas dans les plis du temps, le dialogue entre générations est important.